

JOURNAL DE S^T-PÉTERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

ADMINISTRATION. — REDACTION.
Tout ce qui concerne l'administration ou la rédaction du journal doit être adressé au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) pérouok, maison Dusaux, n° 15.
Toute communication destinée à l'insertion doit être signée et accompagnée de l'adresse de l'expéditeur. — Les lettres non affranchies sont refusées.
Nos abonnés de l'intérieur sont priés d'accompagner leurs lettres qu'ils adressent à notre administration de la dernière bande d'envoi du journal.
PRIX DES ANNONCES A ST-PETERSBOURG
ANGLAISES ET AFFICHES 10 cop. la ligne.
RECLAMES 25 —
FAITS DIVERS 75 —

S'adresser à St-Petersbourg, au bureau spécial du Journal, lib. de la Cour Impériale, pont de Police, n° 15, de l'église hollandaise, et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) pérouok, 15; à Moscou, chez GAUTIER, libraire, Pont des Marchaux; H. LANGEWITZ, bureau d'annonces à Riga; H. LACHMELIN, ci-devant N. KYMMEL, libraire à Kiew; R. ULMANN et C^e, bureau de commissions à Ekaterinoslaw; K. F. BOUDKIEWICZ, libraire à Jitomir, et G. HAERSTAMM, libraire à Tiflis; à Paris, à l'OFFICE DE PUBLICITE RUSSE, Chausée-d'Antin, 25; à Londres, chez DELLEY, Davies et C^e, 1, Cecil street, Strand, W. C.; à Berlin, RUD. MOSE, Grosse-Friedrichstr., n° 63; à Hambourg, chez HAASENSTEIN et VOGELER.

PRIX D'ABONNEMENT A ST-PETERSBOURG.

	En ville	En province	En Russie
1 ^{re} année	5 r. 50 k.	5 r. 50 k.	5 r. 50 k.
6 mois	3 r. 50 k.	3 r. 50 k.	3 r. 50 k.
3 mois	2 r. 50 k.	2 r. 50 k.	2 r. 50 k.
1 ^{er} trimestre	1 r. 50 k.	1 r. 50 k.	1 r. 50 k.

En ville 40 cop.; d'une demi-feuille 6 cop.
A l'intérieur 25 cop.; d'une demi-feuille 7 cop.

CONDITIONS D'ABONNEMENT.
Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1^{er} JANVIER.
Les abonnements datent du 1^{er} du mois; leur durée ne doit jamais dépasser le 31 décembre.
Abonnements pour St-Petersbourg: au bureau spécial lib. de la Cour Impériale, au pont de Police et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) pérouok, 15.
Abonnements pour l'intérieur: adresser les lettres au Bureau du Journal de St-Petersbourg, Maximilianovsky pérouok, n° 15 et à Moscou, chez GAUTIER, Pont des Marchaux. Joindre à la demande d'abonnement la dernière bande d'envoi du journal. Prière de faire les appoints de prix d'abonnement soit en argent, soit en timbres poste de 5 cop. et au-dessous.
Abonnements pour l'étranger: adresser les lettres à l'Administration du Journal, Maximilianovsky pérouok, 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en un mandat sur une Banque de St-Petersbourg.

AVIS.

Nous prions ceux de nos souscripteurs dont l'abonnement expire le 1^{er} avril prochain, de le renouveler sans retard — s'ils ne veulent pas s'exposer à une interruption dans l'envoi du journal.
Voir pour le prix de l'abonnement l'avis placé sous le titre du journal (à droite).
Nos abonnés de l'intérieur sont priés d'accompagner toujours les lettres qu'ils adressent à notre administration de la dernière bande d'envoi du journal.

PARTIE OFFICIELLE.

SAINT-PETERSBOURG, 17 mars.

CIRCULAIRE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, EN DATE DE ST-PETERSBOURG LE 15 MARS 1873, N° 5.
Ordre du jour de S. M. l'Empereur, dans le ressort du ministère des affaires étrangères, du 15 mars 1873, n° 5.

CONSEIL DE quatre mois au conseiller d'Etat comte Joseph Kuskul, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la cour du Brésil.

Ordre du jour du ministre des affaires étrangères du 15 mars 1873, n° 5.

ADMISSION AU SERVICE dans le ressort du ministère, l'étudiant gradué de l'université impériale de Moscou Georges Stecherbatow, détaché au département asiatique (du 5 mars 1873).

NOMINATIONS. Le conseiller de cour Vladimir Kovalsky, fonctionnaire de la VIII^e classe au département asiatique, a été nommé, conformément à son désir, employé surnuméraire, et remplacé par le conseiller honoraire baron Roman Rosen, employé surnuméraire au même département (14 mars 1873).

CONFIRMATIONS: dans le rang de secrétaire de collège avec ancienneté du 1^{er} août 1872, en vertu de son grade de bachelier de l'université impériale de St-Petersbourg, le jeune de langues Grégoire Yelnitsky, du consulat général au Japon. (Arrêté du sénat dirigeant du 14 décembre 1872.)

Dans le rang de secrétaire de gouvernement, avec ancienneté du 6 décembre 1872, en qualité d'étudiant gradué de la même université, l'employé surnuméraire Alexandre Schönberg, du département des relations intérieures. Arrêté du sénat dirigeant du 11 janvier 1873.

L'enseigne en retraite du régiment des grenadiers à cheval de la garde Dmitry Boukharov, employé surnuméraire au département des relations intérieures, passe au service civil avec le rang de secrétaire de collège, en vertu des droits acquis par son éducation à l'école de cavalerie à Nicolaïew. (Arrêté du sénat dirigeant du 14 décembre 1872.)

CONSEILS DE quatre mois pour la Russie et l'étranger: au conseiller de cour Vladimir Kovalsky, employé surnuméraire au département asiatique; pour la Russie — au conseiller honoraire Jacques Slavotubov, vice-consul à Mostar.

De deux mois, au conseiller de collège Dmitry Capnist, premier secrétaire d'ambassade à Constantinople.

UNE QUESTION NÉGLIGÉE

par B. M. MARKÉVITCH

(d'après le Messager Russe.)

Traduit du russe par DURAND et GRÉVILLE.

Suite (4).

SECONDE PARTIE.

XXV.

On sortit. Le général reconduisit dans sa calèche Anna Vassilievna. Thomas Bogdanovitch s'empara de Daria Pavlovna et de deux autres dames, et se dirigea avec elles vers un grand landau découvert à quatre places. Galetchka, en attendant que le char-à-bancs fut amené et que Lioubow Pétrouva sortit de l'église, restait sur le parvis, au centre d'un cercle d'invités. Et si vous aviez vu voir, ô lecteur, avec quelle dignité discrète, avec quelle assurance décente elle recevait les hommages et disait à chacun une parole de bon accueil, et combien il y avait de nuances dans sa voix, dans son sourire, selon qu'elle s'adressait à une respectable dame ou à un timide officier ou à quel que gamin tel que mon frère! Son adorateur Jabine remplit aussitôt d'elle le rôle d'adjudant, et rougissait chaque fois que, par hasard ou non, elle levait sur lui ses yeux noirs pleins d'intelligence. Il se donnait beaucoup de mal pour saisir au passage l'un après l'autre ses camarades, qui sortaient de l'église, et pour leur transmettre l'invitation de mademoiselle Anna: celle-ci les invitait, aussitôt de retour à la maison, à prendre du chocolat dans son appartement. L'invitation faite, il ajoutait avec insistance que tout refus était impossible et que ne pas venir chez Galetchka, serait la pire des impolitesses.

— Vas-y si tu veux, et bois du chocolat, mais nous n'y irons pas! lui répondit brusquement Sacha Ryndine, qui avait réuni autour de lui, comme à l'ordinaire, les amateurs de petite guerre et qui considérait l'invitation de Galetchka comme une injure personnelle.

Et il entraîna ses partisans loin des séduc-

De 29 jours: pour la Russie, au conseiller d'Etat Constantin Petkovitch, consul général en Syrie et en Palestine; pour l'Italie — au conseiller de cour Michel Capnist, second secrétaire de légation à Stockholm; pour la Russie — à l'assesseur de collège prince Nicolas Baranov, secrétaire de légation à Darmstadt.

De 28 jours pour l'étranger: au secrétaire de collège Théodore Koschêlev, employé surnuméraire au département des relations intérieures (du 22 février 1873); pour la Russie, à l'enregistreur de collège Alexandre Zolotarev, en fonctions de second drogman au consulat général de Bucharest.

Déclat. Le conseiller de collège Gustave Lalance, en disponibilité au ministère des affaires étrangères (20 février 1873).

Le gentilhomme Joachim Orlov, jeune de langues à l'ambassade de Constantinople (6 mars 1873).

Le 13 mars 1873, S. M. l'Empereur a daigné accorder au conseiller d'Etat actuel et chambellan Georges de Staël, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à la cour de Wurtemberg, l'autorisation d'accepter et de porter la grand-croix de l'ordre de Frédéric, de Wurtemberg.

ÉTABLISSEMENTS DE L'IMPERATRICE MARIE. Promotion en récompense de services distingués au rang de conseiller d'Etat actuel, le conseiller d'Etat Retkine, membre honoraire du conseil des salles d'asile de St-Petersbourg (du 17 février 1873).

Nominations à l'emploi de membre pour la partie pédagogique du conseil de l'Institut Nicolas des orphelins à Moscou, le maître de la cour Daschkov, cariste honoraire du conseil de tutelle de l'hospice impérial des enfants trouvés de Moscou (14 février 1873); à l'emploi de membre honoraire de la curatelle des salles d'asile d'Orenbourg, le conseiller d'Etat actuel Kholodkovsky, gérant de la chancellerie du gouverneur général d'Orenbourg (29 novembre 1872).

Relève sur sa demande de ses fonctions de membre pour la partie pédagogique du conseil de l'Institut Nicolas des orphelins de Moscou, le conseiller privé Deshayes, cariste honoraire du conseil de tutelle de l'hospice impérial des enfants trouvés de cette capitale (14 février). (Ordre du jour imp. du 10 mars.)

JUSTICES DE PAIX. Par des arrêtés des 11 et 18 décembre 1872, le sénat dirigeant a confirmé en qualité de juges de paix honoraires: dans le gouvernement et pour le district de Vladimir, le conseiller d'Etat actuel prince Vladimir Stecherbatow; dans le gouvernement de St-Petersbourg, pour le district de Péterhof, l'aide de camp général Alexandre Souvorov, le maître de la cour comte Jules de Stenbock, et le conseiller privé actuel Maxime de Caverner; dans le gouvernement et pour le district d'Olonets, le conseiller d'Etat actuel Grégoire Gri-goriev. (Gazette du sénat.)

Le 30 janvier S. M. l'Empereur a daigné sanctionner une décision du conseil de l'Empire concernant un accroissement provisoire des crédits actuels du ministère de l'intérieur par l'allocation des sommes ci-dessous: 57,743 r. pour l'augmentation des ressources de la direction des postes de St-Petersbourg, 22,000 r.

pour celle de Moscou, et 25,000 r. pour perfectionner la distribution des correspondances à St-Petersbourg. En vertu de cette même décision le projet des tableaux du personnel pour le comptoir frontière d'Odesa est également revêtu de la sanction de S. M. l'Empereur. (Bulletin des lois.)

Par un oukase du 14 mars, le sénat dirigeant promulgue un ordre suprême concernant l'application au Transcaucas des lois en vigueur dans l'Empire sur l'accès des bois-sous.

Le Bulletin des lois publie les statuts: 1^o des associations de prêts et d'épargne des villages de Balotikhovo (gouvernement de Tchernigow), de Possevkine (gouvernement de Tambov), et de Kholodsk (gouvernement de Toula), approuvés par le ministre des finances les 6 et 15 février; 2^o des banques de commerce de Pskov et de Kamenets-Podolsk, approuvés par le même ministre les 13 et 28 février.

ARRÊTÉ DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR LE 16 MARS 1873.

Considérant: 1^o Que l'article de fond du n° 39 du journal Heteropyeckas l'aera (Gazette de St-Petersbourg), expose sous un faux jour la situation des classes ouvrières en Russie, contient des jugements basés sur les principes du socialisme, et tend à exciter de la méfiance contre les actes du gouvernement;

2^o Qu'une semblable tendance de ce journal, ainsi que son persiflage inconvenant dirigé contre des objets dignes de respect, se manifestent sans cesse dans cette feuille, malgré les deux avertissements qui lui ont été adressés.

En vertu du § 2 de l'oukase impérial du 6 avril 1865 et de l'art. 29 livre II de la décision du conseil de l'Empire revêtue de la sanction suprême le même jour.

Le ministre de l'intérieur arrête: Un troisième avertissement est adressé au journal Heteropyeckas l'aera dans la personne de son rédacteur et éditeur le major en retraite Serge Houdekov et la publication en sera suspendue pendant quatre mois.

(Messager officiel.)

COMMISSION IMPÉRIALE D'AMORTISSEMENT.

En vertu des conditions du 2^e emprunt 4 1/2 0/0, ouvert par le gouvernement russe dans les maisons de banque de MM. Baring frères et C^e à Londres et MM. Hope et C^e à Amsterdam, et en exécution du décret impérial du 27 mai 1860, le comité de révision des établissements de crédit de l'Empire a procédé le 17 mars de la présente année 1873 dans le sein de la commission d'amortissement au tirage des séries correspondant au fonds d'amortissement affecté audit emprunt pour l'année 1873.

Les séries 35, 74, 194, 232, 243, 279, 402, 421, 438 et 446 sont sorties à ce tirage.

Série	581	582	583	584	585	586	587	588	589	590
74	4001	4100								
194	16001	16100								
232	19801	19900								
243	20901	21000								
279	24501	24600								
402	36801	36900								
421	38701	38800								
438	40401	40500								
446	42101	42200								

En tout 920 billets pour la somme de 100,000 liv. st.

En portant le résultat de ce tirage à la connaissance des porteurs des billets de cet emprunt, la commission impériale d'amortissement les invite à vouloir présenter les billets portant les numéros ci-dessus énoncés pour en recevoir la valeur nominale et les intérêts échéant au 1^{er} juin 1873, ou à MM. Baring frères et C^e à Londres, ou à MM. Hope et C^e à Amsterdam; dans ce dernier cas la livre sterling sera comptée 11 florins 80 cents des Pays-Bas.

Les billets peuvent être présentés depuis le 1^{er} juin jusqu'au dernier jour du mois de juillet nouveau style de la présente année, mais ceux qui n'auront pas été présentés dans ce délai ne pourront l'être ultérieurement qu'aux époques subséquentes des paiements semestriels d'intérêts. Dans le cas où les billets présentés ne seraient pas accompagnés de tous leurs coupons non encore échus, la valeur des coupons qui y manqueraient sera déduite du capital à rembourser.

(Idem.)

PARTIE NON OFFICIELLE.

Le conseil municipal de St-Petersbourg s'est occupé dans sa séance du 15 mars de l'élection des candidats au poste d'adjoint de maire de la ville. Voici les noms de ceux qui ont réuni la majorité des voix: MM. A. Fréville (56 v.), N. Medvediev (41 v.), V. Likhatchev (37 v.), P. Joukovsky (31 v.). Les émoluments de l'adjoint au maire de la ville ont été fixés à 4,000 r. par an et ceux de chacun des quatre membres de la douma exécutive à 3,000 r. par an. En même temps le conseil a approuvé un règlement sur le mode de dresser la liste des candidats et le mode d'élection de l'adjoint au maire, ainsi que des membres du comité exécutif et de leurs suppléants.

(Gazette russe de l'Académie.)

Dans la séance du 14 mars du comité de la Société d'encouragement du commerce et de l'industrie, M. Ososov a donné lecture d'un mémoire sur l'assurance de la vie des voyageurs sur les chemins de fer. D'après ce mémoire, deux sociétés ont présenté à l'approbation du gouvernement des projets de statuts d'une assurance de ce genre. Ces statuts sont basés sur des principes différents. (Idem.)

Le ministère de l'intérieur avait demandé, au dire de la Voix, un crédit de 300,000 r. imputable sur le capital de ravitaillement général, afin de mettre cette somme, sans intérêt, pour une époque de trois ans, à la disposition du zemstvo du gouvernement de Samara, à l'effet de servir de subventions aux paysans des districts de Bouzoukoul et de Samara qui ont subi des pertes du fait de la mauvaise récolte de l'année dernière, qui les a mis dans une position excessivement précaire.

D'après les renseignements de la même feuille le ministère de l'instruction publique a reçu un projet de statuts d'une société de secours aux élèves indigents originaires du pays du Don, à instituer à Novotcherkassk.

Les discussions universitaires attirent toujours le public, qui suit avec un grand intérêt l'exposé du rapporteur et les réfutations des opposants.

Des discussions semblables ont lieu depuis hier à l'Académie Nicolas d'Etat-major, et se prolongeront journellement pendant une quinzaine. Ces conférences, où, si l'on aime mieux, ces essais de leçons ou de rapports sur des questions militaires, sont publiques et réglées d'après un plan arrêté d'avance. L'officier-lecteur aura une demi-heure pour faire l'exposé de sa thèse, et ensuite viendront les objections des opposants officiels et non officiels. Les thèses sont très variées.

Ces conférences scientifiques sont d'une grande utilité au point de vue des moyens qu'elles offrent de juger du talent et du degré de développement intellectuel et scientifique de nos officiers d'état-major. (Voix.)

D'après l'Indicateur de la presse il a paru dans l'époque comprise entre le 25 février et le 10 mars 88 ouvrages, dont 2 en langue française et 2 en langue allemande. Pendant le mois de février la censure étrangère a examiné 197 ouvrages, dont 129 allemands, 62 anglais, 4 russes et 2 danois. Sur ce nombre ont été prohibés 9 ouvrages allemands.

Il résulte des renseignements sur les théâtres, dont la fin a paru dans le dernier numéro de l'Indicateur, qu'il existe en Russie en tout 142 théâtres, la plupart en bois. En admettant que dans la Russie d'Europe il n'existe que 2,800 villes on obtiendrait 1 théâtre pour 20 villes. Tous les chefs-lieux de gouvernement ne possèdent pas de théâtre; en revanche il en existe dans quelques villages.

An dire du Monde russe la Société du chemin de fer de Tsarskoï-Selo se propose de demander des modifications dans ses statuts et de remplacer les actions actuelles par de nouvelles.

L'état prochain on procédera à la pose de la seconde voie devenue nécessaire à cause de l'accroissement de la circulation sur cette ligne, ce qui permettra d'augmenter le nombre des trains; on se propose aussi d'abaisser le tarif pour le transport des voyageurs.

Un télégramme de l'Agence internationale signale à la date du 16 mars l'arrivée à Port-Baltique du bateau à vapeur Nathalie, avec un chargement de 15,000 bouteilles de champagne et 600 balles de coton, et du navire anglais Jutland, avec 70,000 pouds de machines. Les navires Marie, Julius et Phoenix, chargés de fruits, restent dans le port.

Une autre dépêche de la même agence annonce de Réval, sous la même date, que quelques flottes libres se font voir dans ce port.

On télégraphie de Danabourg à l'agence que le même jour, à 3 heures de l'après-midi, la Duna a débordé mais que la glace, après avoir quelque peu avancé, s'est arrêtée de nouveau. La crue était de 4 1/2 pieds au dessus du niveau normal.

On écrit de Moscou au Messager judiciaire que le tribunal d'arrondissement de Moscou s'est occupé d'une affaire concernant la contrefaçon et la mise en circulation de billets de banque faux. Sur 11 accusés, dont la plupart étaient des paysans, trois ont été acquittés et les autres condamnés à 9 ans de travaux forcés.

Demain, dimanche, 18 mars, à une heure et demie, aura lieu dans la salle de l'Assemblée de la noblesse, place Michel, un concert fort intéressant à plus d'un titre. Il s'agit de la matinée musicale de l'Orchestre de l'hospice des aveugles dirigé par notre Société philanthropique. L'Orchestre, de 25 musiciens, tous aveugles de naissance, est sous la direction de M. Mietsch, violoniste des théâtres impériaux. Cet artiste consciencieux, et doué d'une patience digne de tous les éloges, est parvenu à des résultats vraiment merveilleux. Nous avons entendu cet orchestre des aveugles, dont l'ensemble ainsi que les solos ne laissent rien à désirer. On ne sait ce qu'on doit le plus admirer, du mérite du professeur ou de celui de ses élèves.

L'intérêt humanitaire donne ici la main à l'intérêt artistique. — Espérons que le public voudra témoigner de sa sympathie à l'œuvre,

les pieds et en secouant la tête; le monchoir flottant au vent, mais toujours fixé à la branche, semblait en effet se moquer de nous.

Vous feriez mieux de courir en bas, le jardinier a une échelle, dit Galetchka regardant Jabine d'un air mécontent.

On peut l'atteindre avec une perche, murmura-t-il tout effaré, tant il redoutait Galetchka.

Pour le déchirer? fit-elle sans plus le regarder, en haussant ses épaules mornes.

Je vais l'avoir tout de suite, dis-je en me dirigeant vers la porte. Vassia me rejoignit.

Hola-hop! dit tout à coup une voix perçante sur le balcon.

Involontairement nous nous arrêtas sur le seuil. Le petit Optisky venait d'enjamber le balcon et descendait, comme un écureuil, le long du mur de vignes sauvages.

Un cri d'effroi retentit partout. — Vous tuez-vous! gémit miss Pink saisissant la balustrade dans sa frayeur, pendant que Lioubow Pétrouva, le visage couvert de ses deux mains, quitta précipitamment sa place.

La distance du balcon au sol était de quelques toises. Les lattes fragiles cédaient et criaient sous les pieds de l'audacieux petit garçon; les menues branches et les feuilles tombaient sous l'étreinte de ses mains; il pouvait cent fois tomber, se tuer, — et il continuait à chanter une petite chanson. Il était arrivé à la hauteur du monchoir, il étendait la main pour le saisir, quand on entendit un bruit sec et cassant; toute la muraille de verdure trembla comme si elle voulait se briser tout entière: — une latte venait de se briser sous les pieds d'Optisky.

— Finis! murmura miss Pink d'un ton sépulchral en rejetant tout son corps en arrière.

d'autant plus que le prix des places est à la portée de toutes les bourses.

A plusieurs reprises nous avons fait mention brièvement de la polémique engagée à propos du projet d'une Banque foncière centrale, qu'il s'agit de fonder à St-Petersbourg, au capital de quinze millions de roubles. Cette polémique, loin de se calmer, a pris dans ces derniers temps des dimensions excessives; toute une littérature d'articles de journaux, de manifestes et de brochures s'est accumulée autour de cette fondation projetée, qui, à la vérité, peut dire qu'elle n'a mérité ni cet excès d'honneur ni tant d'indignité. De différents côtés on a eu l'obligance de nous signifier que nous avions tort de persévérer dans l'espèce de neutralité indifférente où nous nous sommes renfermés jusqu'ici; les uns veulent bien nous dire que, la Banque devant avoir un caractère international, notre organe ne doit pas la passer sous silence; d'autres poussent l'amabilité jusqu'à insinuer que le rédacteur du Journal de St-Petersbourg, qui, autrefois, dans la presse russe, avait pris part à toutes les polémiques financières et économiques, à quelque peu le devoir de se jeter dans la mêlée. Les uns et les autres nous font trop d'honneur.

Nous avons malheureusement la conscience de ne pouvoir rien faire pour apaiser la tempête ni même pour adoucir le langage fort irrité auquel on est arrivé de part et d'autre. Tout au plus recueillerons-nous à notre tour quelques-uns des horions que les adversaires se lancent avec tant de prodigalité depuis trois mois et c'est parce que nous comptons des amis dans les deux camps que nous avons gardé à peu près un silence complet jusqu'à ce jour. Mais puisqu'on veut bien nous encourager à intervenir, nous chercherons à dégager la vérité des amas d'articles et de brochures dont nous parlons plus haut.

En fond, de quoi s'agit-il? Avant les grandes réformes du régime actuel, l'Etat faisait des prêts aux propriétaires sur leurs biens, le nombre des serfs était la base de l'estimation. Ces prêts durent cesser lors de l'émancipation des paysans et depuis lors la question du Crédit foncier devint un des problèmes les plus ardues des légistes comme des économistes russes. Après bien des essais avortés, la Société de Crédit foncier mutuel put enfin se constituer en 1866 et ses opérations, s'entend, — tout au moins moralement, — par un prêt de cinq millions que l'Etat lui fit, prirent un assez vif essor. Bientôt après, le développement de l'esprit de spéculation aidant, un certain nombre d'institutions de crédit foncier surgirent dans les provinces, les unes sous la forme du crédit mutuel, les autres comme banques d'actionsnaires. Ni les uns ni les autres de ces établissements ne furent ni très directs, c'est-à-dire en argent, aux propriétaires dont les biens leur sont hypothéqués; ils émettent des lettres de gage amortissables à long délai et dont la vente aux enchères du jour se fait, soit par l'emprunteur lui-même, soit par la Banque, qui alors n'est qu'un simple intermédiaire entre celui-ci et le public. Il va de soi que la facilité de ces ventes, c'est-à-dire le prix à obtenir des obligations au profit de l'emprunteur, dépend du plus ou moins d'extension que pourra atteindre le marché d'un papier. Si donc les lettres de gage d'une Banque foncière ou d'une

Pink dans toutes les langues, en frappant de la main avec impatience la barre de fer de la balustrade.

Mais Optisky, sans vouloir l'entendre, continuait sa petite promenade le long des lattes gémissantes.

— Vos monchoirs, vos monchoirs, bien vite! s'écria l'Anglaise inventive, en s'adressant aux spectateurs et en frappant du pied dans sa hâte impatiente.

Elle réunissait tous nos monchoirs par des nœuds, nous dit de tenir fortement tous ensemble l'extrémité de cette corde improvisée, et en jeta l'autre bout à la portée d'Optisky. Mais celui-ci ne voulut pas en profiter; sans aucun secours, il était déjà arrivé à la balustrade et sauta sans et sans sur le balcon.

Tout frémissant encore de ses efforts, respirant difficilement entre ses dents serrées, qui tenaient toujours le monchoir de la belle dame, il courait à elle. Les yeux encore à demi-clos de frayeur, elle se retenait à l'épaule de son fils; — avec une assurance chevaleresque, il la salua et lui présenta le monchoir, en disant de sa petite voix perçante:

— Tout pour les dames!

Tous d'une voix crièrent: bravo! Lioubow Pétrouva lui prit la tête dans les deux mains — et fondit en larmes.

Miss Pink alla à lui, lui serra fortement la main et lui dit:

— You are a gentleman!

Seule, Galetchka souriait du même sourire imperturbable, et le poète Jabine, croisant les bras sur sa poitrine, demanda en laissant tomber lentement ses paroles, comme des sous dans un plat de cuivre pour une quête:

— Ou a-t-il pris cela?

— Bien sûr, ce n'est pas toi qui lui a enseigné, lui répondis-je de toute mon âme. Je ne pouvais souffrir ses airs d'importance.

— Vous pouviez vous tuer, mon enfant! lui disait Lioubow Pétrouva à travers ses larmes; elle n'était pas encore venue à bout de reprendre son calme.

(A continuer.)

société mutuelle ne peuvent franchir l'étroite région où s'exerce son activité de crédit, elles auront peu de chance de s'élever beaucoup au-dessus du taux moyen d'intérêt auquel précédemment déjà les propriétaires pouvaient emprunter dans cette même contrée. Ce qu'il faut pour rendre le crédit moins cher c'est que les lettres de gage ou obligations hypothécaires puissent élargir leur marché. Plus vaste sera l'étendue sur laquelle la demande en surgira et s'en fera le placement et plus le prix pourra en être élevé.

C'est en vertu de ces considérations que longtemps on a discuté chez nous la question de savoir s'il fallait débiter par une Banque ou Société foncière centrale, étendant ensuite ses ramifications sur tout l'Empire, ou si l'on devait laisser se créer d'abord des institutions locales, du sein desquelles naîtrait ensuite infailliblement un organe central qui entreprit de rapprocher chacune d'elles du grand marché des capitaux. Au fond, la victoire dans cette question n'est restée absolument ni à l'une des deux opinions, ni à l'autre; car si la Société mutuelle centrale a été créée en 1866, elle avait cependant été précédée (en 1864) par la Société de crédit de Kherson, agissant en toute indépendance et faisant parfaitement ses affaires.

Aujourd'hui la question a quelque peu changé de face. Aux sociétés de crédit foncier mutuelles sont venues s'ajouter plusieurs banques de crédit foncier à capital-actions; leurs lettres de gage, jointes à celles des sociétés mutuelles, sont venues encombrer le marché, se faire concurrence entre elles et alourdir les prix. Il faut donc faire pour les lettres de gage de ces établissements ce que la Société centrale du crédit mutuel fait pour les siennes: il faut leur chercher un débouché à l'étranger, où l'argent est meilleur marché que chez nous, et pour trouver ce débouché, il faut faire ce que fait tout fabricant qui travaille pour l'exportation: il faut approprier la marchandise aux besoins et aux goûts du consommateur. La Société de crédit mutuel (1866) l'a compris dès l'origine et elle émet ses lettres de gage en monnaie métallique. Mais comme elle n'est pas en mesure de satisfaire à toutes les demandes, comme son mécanisme ne s'adapte peut-être pas toujours aux exigences des banques et sociétés provinciales, comme en tout cas le marché se ressentait d'un trop-plein de lettres de gage provinciales, pour lesquelles, vu leur caractère local, il n'était pas possible de mettre à profit l'abondance des capitaux — à l'étranger, — un certain nombre de capitalistes ont songé à créer une Banque dite centrale, laquelle, au moyen de son capital-actions de garantie (15 millions de roubles), serait autorisée à émettre dix fois autant de lettres de gage, mais ne pourrait en faire circuler qu'en échange de celles des Banques provinciales qu'elle retirerait ainsi de la circulation.

Appuyée sur de grandes institutions étrangères, présentant par son propre capital une garantie assez sérieuse et émettant ses lettres de gage en monnaie métallique, il est évident que cette Banque pourra servir d'intermédiaire fort utile entre la propriété foncière russe avide de crédit et les capitaux étrangers à la recherche de bons placements. A première vue donc, rien ne semble plus aisé à concevoir ni même plus désirable que la création de cette Banque. Et cependant, nous l'avons dit en commençant, elle a rencontré de très-fortes objections. Il y en a qui, les prémisses que nous venons d'énoncer étant admises, n'ont plus besoin d'être discutées. Il y en a d'autres qui méritent qu'on s'y arrête, soit à cause de leur valeur intrinsèque, soit par considération pour leurs auteurs.

La première objection, et la plus sérieuse, c'est que le crédit foncier ne supporte pas l'agencement coûteux des Sociétés par actions, qui travaillent en vue du dividende, et que la mutualité seule est capable de répondre aux exigences du crédit à bon marché, qui est la première condition de l'agriculture. Eh bien, s'il en est effectivement ainsi, la Banque centrale attendra longtemps avant de pouvoir réaliser le grand nombre d'affaires sur lequel elle compte; la Société mutuelle lui fera une rude concurrence; tant pis pour les actionnaires s'ils auront à se contenter d'un bien modeste profit, mais il nous semble qu'en général la concurrence à toujours été admise comme un principe salutaire pour les consommateurs, qui sont dans ce cas les emprunteurs, et que ceux-ci ont tout à gagner à ce que le crédit foncier se produise sous la double forme de la mutualité et de la société par actions.

Autre objection: la Banque centrale monopolisera la négociation des titres hypothécaires. Il y a monopole et monopole. Le monopole résultant, non pas d'un privilège, mais de ce qu'un établissement fait si bien les affaires de ceux qui ont recours à ses services que l'idée ne leur vient plus de s'adresser ailleurs, est un monopole de fait, qui n'a rien de redoutable, attendu qu'il disparaît le jour où cette perfection cesse d'exister. Quant au monopole de droit, celui résultant d'une disposition légale interdisant toute concurrence, nous espérons bien que la Banque centrale ne l'obtiendra pas et que le jour où le besoin se ferait sentir de voir surgir à côté d'elle d'autres institutions, celles-ci n'éprouveront aucune difficulté à se créer. S'il peut être question de monopole, il en existe un — de fait et non de droit, nous avons hâte de le dire — au profit de la Société mutuelle, qui est seule jusqu'ici, mais nous sommes convaincus que les deux établissements pourront parfaitement coexister, sans qu'il en résulte aucun préjudice pour les titres de l'une d'entre elles sur le marché auquel elles s'adressent l'une et l'autre.

Mais — dit-on — cette concurrence ne produira-t-elle pas une course échevelée après le client emprunteur, et les Banques, pour avoir des obligations à émettre, ne vont-elles pas trop faciliter l'endettement de la propriété foncière et exposer ainsi leur propre sécurité, leur capital? Cette objection n'est certes pas sans fondement et on assure même que des présents des banques provinciales exagèrent les estimations des biens pour pouvoir faire de plus grands prêts. Mettons qu'il en soit ainsi, est-ce que la Banque centrale les banques provinciales n'en feront pas de même? Plus la difficulté d'obtenir un bon prix pour les lettres de gage sera grande et plus le propriétaire emprunteur aura intérêt à faire taxer haut son bien afin de le faire engager pour la somme qui suffira à ses besoins. Une obligation ainsi jetée sur le marché se présente, au point de vue de la bonne estimation — avec la seule garantie de la Banque locale; lorsqu'elle est remplacée par une obligation de la Banque cen-

trale, elle présente tout au moins la présomption qu'un grand établissement de crédit n'a pas jugé cette estimation excessive. L'exagération des prix d'estimation ne doit donc pas être envisagée comme une conséquence probable de la création d'une Banque centrale. Elle est cependant à redouter jusqu'à un certain point avec ou sans cette institution centrale; mais rien ne porte à croire que cette dernière aura un intérêt quelconque à prêter plutôt sur les lettres de gage des banques qui exagèrent leurs estimations que sur les obligations de celles qui n'exagèrent pas. Les banques provinciales existent; elles répondent à un besoin de crédit; nous ne saurions dire que la concession de pareils établissements va s'arrêter. Le danger de les voir surelever les estimations ne nous semble d'ailleurs pas plus grand de leur côté que du côté des sociétés mutuelles; si les premières peuvent avoir en vue l'augmentation de leur dividende, les secondes peuvent arriver au même excès par le désir de venir en aide aux propriétaires associés, et si le frein pour celles-ci consiste en ce que les associés auraient à supporter les pertes résultant d'une pareille estimation, ce frein existe pour les banques par actions en ce qu'elles risquent de perdre tout leur capital.

Nous n'avons d'ailleurs pas appris que la Banque centrale doive ne prêter que sur les lettres de gages des Banques par actions; celles des Sociétés mutuelles auront droit au même traitement. Et si le risque est le même de côté et d'autre, le remède consiste pour toutes les deux catégories dans une large publicité donnée à leurs bilans, publicité qui devra être aussi fort large et très-détaillée pour la Banque centrale, qui aura entre autres à indiquer quelles sont les institutions locales dont les titres ont servi de base à ses propres émissions. Ce n'est pas, nous le savons, un remède souverain, par la raison qu'aucun palliatif n'a cette qualité.

Qu'a-t-on dit encore? Que la Banque centrale, devant vendre ses obligations au dehors et payer le montant à ses clients en papier-monnaie, aura tout intérêt à faire baisser le cours du change. On oublie que la même banque, ayant à payer les intérêts et l'amortissement à l'étranger, aura tout autant d'intérêt à la hausse du cours.

Une objection que nous avons encore rencontrée, est celle-ci: A la vérité, dit-on, la Banque à créer ne sera pas un établissement de crédit foncier, car elle ne prêter pas directement sur des terres, mais sur des obligations émises par d'autres Banques. Le raisonnement est spécieux, en ce que les lettres de gage de ces derniers établissements deviennent la propriété inaliénable de la Banque, et que, si ces valeurs sont un gage solide, ce gage est acquis aux obligations de la Banque dite centrale, et les bilans détaillés, dont nous jugeons la plus large publicité indispensable, permettront un contrôle constant sur l'existence de ce gage. Maintenant retenons encore un instant ce dernier pour en tirer une conclusion quant à l'objection précédemment mentionnée et relative au cours du change. La Banque centrale, dit-on, aura intérêt à travailler à la baisse du cours du change. Or, on vient de voir que le fondement même de ses émissions doit consister en lettres de gage émises par des institutions provinciales, c'est-à-dire en papier-monnaie, d'où il résulte qu'en provoquant la baisse du cours du change, la Banque travaillera à la dépréciation de son propre gage, du fondement de ses opérations. Est-ce à supposer?

Nous croyons avoir épuisé les principales raisons — les raisons sérieuses — qu'on a formulées contre le projet en discussion. Il y en a bien d'autres, mais elles sont pour la plupart contradictoires et se réfutent ainsi réciproquement. Lorsque, par exemple, les uns soutiennent que la Banque n'est appelée à répondre à aucun besoin et que d'autres la montrent engouffrant 500 0/0 de profits annuels, ces deux thèses s'annihilent mutuellement. Somme toute, donc, la Banque centrale nous semble une institution qui pourra rendre des services si elle est bien administrée, et dans ce cas elle donnera à ses associés des profits plus ou moins sérieux; sinon, non. Elle pourra exercer une certaine influence sur la cote de nos valeurs foncières, en en écoulant une certaine partie à l'étranger si tant est qu'elle y jouisse du crédit qu'affirment ses fondateurs. Sinon, non. Mais elle ne nous semble en aucun cas appelée à produire l'immense perturbation dont parlent ses adversaires, à moins d'être dirigée par des hommes aussi malintentionnés que maladroits, et de l'autre côté on aurait tort de croire qu'elle, étant concédée, elle va aussitôt faire luire une ère de prospérité insitée sur tous les propriétaires dont les affaires présentent plus ou moins d'embarras. Encore un coup: la nouvelle Banque dont on s'est tant occupé avant sa naissance, ne méritait ni tant d'indignité ni cet excès d'honneur.

Ce sera une banque de plus dans le nombre de nos banques, et ce ne sera sans aucun doute pas la dernière.

On nous annonce pour dimanche, 25 mars, le concert d'un tout jeune pianiste, Alexis Doktorow, âgé de 13 ans, dans la salle de la noblesse, pont de la Police, maison Elissiev. Le produit de ce concert est destiné à l'achat d'un piano, et il est vraiment désirable que cet artiste précède l'œuvre propriétaire d'un bon instrument, qui lui permette de continuer ses études, car on peut assurer de son talent que le jeune Alexis Doktorow arrivera un jour à une grande renommée. Les billets pour ce concert sont en vente au magasin Junker et dans les magasins de musique.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER.

On se rappelle que lors de la discussion, à l'Assemblée Nationale de France, du projet de loi tendant à régler la condition des déportés à la Nouvelle-Calédonie, un seul article, le 13^e, ayant trait à la succession du condamné, n'avait pu réunir les suffrages de la Chambre. Après un débat assez long, dans lequel on a entendu plusieurs nouvelles rédactions de cet article, l'Assemblée, dans sa séance du 25, les a toutes repoussées et a adopté définitivement l'ancienne rédaction de la commission, avec le seul changement: que la femme d'un déporté n'a droit à l'héritage du mari que si elle a habité avec lui. L'Assemblée a voté ensuite l'ensemble du projet de loi en question.

Une dépêche de Paris nous apprend que les vacances parlementaires commenceront en France le 6 avril pour finir le 19 mai, et que des explications ont de nouveau été demandées au gouvernement par un dé-

puté sur des mesures de répression prises tout récemment à l'égard d'un journal bonapartiste qui paraît à Marseille.

Les journaux de Paris signalent l'importance de l'entrevue que le ministre de l'intérieur a eue le 25 avec la commission chargée d'examiner les diverses propositions relatives à la loi électorale. Cet entretien a été fort long, et d'après les informations en cours, M. de Goulard paraît y avoir pris une position fort nette sur les principaux points de cette grave question. Il s'y est successivement expliqué sur la formation et la révision des listes, sur la préférence à accorder à une liste unique pour les élections politiques et municipales, sur les conditions de l'exercice du droit électoral et sur le mode de constatation du domicile, sur le maintien du scrutin de liste avec sectionnement dans les départements les plus peuplés, enfin sur le nombre des députés dont devra se composer la future Assemblée.

Les déclarations du ministre, si toutefois la version du *Siecle* est exacte, ont dans leur ensemble un caractère libéral qui — dit le *Temps* — fait bien augurer du projet dont l'initiative a été confiée au gouvernement par la récente loi sur les attributions des pouvoirs publics. On remarque notamment celles qui ont trait au maintien de la majorité politique à 21 ans, et à la nécessité de n'avoir recours à aucun procédé censitaire pour la constatation du domicile.

La commission de décentralisation s'est également réunie le 25 et elle a pris, relativement à la nomination des maires, une décision dont on appréciera la gravité. Ces fonctionnaires seraient élus par le conseil municipal, avec l'adjonction des plus imposés, dans toutes les communes où cette adjonction est exigée pour le vote des emprunts et des impôts; le choix appartiendrait au pouvoir exécutif dans les autres centres municipaux.

Dans sa séance du 25 mars, le Parlement de l'Empire d'Allemagne a voté, en première et en deuxième lecture, malgré l'opposition de M. Delbrück, président de la chancellerie de l'Empire, une motion déposée par M. Schulze-Delitzsch et demandant l'allocation d'indemnités pour frais de voyage et de déplacement aux députés au Parlement.

C'est pour la troisième fois déjà, — si la mémoire ne nous fait pas défaut, — que cette motion revient à l'ordre du jour. On sait combien le prince de Bismarck est contraire au principe des indemnités aux membres de la représentation nationale, et l'opposition de M. Delbrück semble démontrer que cette fois encore la proposition de M. Schulze-Delitzsch aura peu de chances d'être agréée par le conseil fédéral et approuvée par le souverain, — à supposer qu'elle passe en troisième lecture, ce qui du reste est plus que probable, ayant été adoptée à la deuxième délibération par 114 voix contre 90.

La campagne entreprise par M. Plimsoll contre les armateurs de la marine marchande anglaise, — dont nous parlions hier, — a déjà donné quelques résultats positifs. Des comités se sont formés dans toutes les villes maritimes afin d'agir sur la conscience des armateurs, et la suite du meeting mentionné aussi dans notre dernier numéro, un comité directeur, dont les membres appartiennent à l'élite de l'aristocratie anglaise, s'est constitué dans le but de diriger la marche de cette affaire. Une liste de souscription a été ouverte pour organiser un système de surveillance, et M. Plimsoll, prêchant d'exemple, s'est inscrit pour quinze cents livres en tête de la liste. Enfin le meeting a servi de prétexte à une manifestation en faveur du cabinet anglais, M. Plimsoll ayant déclaré qu'il comptait sur l'appui de M. Gladstone, l'homme le plus excellent qui ait jamais vécu et le plus grand ministre qu'ait possédé l'Angleterre, ces paroles ont été saluées par une salve d'applaudissements.

Le *Daily Telegraph*, organe ministériel anglais, tient, dans un de ses derniers numéros, un langage des plus pessimistes sur la situation de l'Espagne. Il croit que M. Figueras et les républicains ses amis, qui ne sont ni fédéralistes ni socialistes, ne resteront pas longtemps au pouvoir, la bourgeoisie espagnole n'ayant aucune confiance à leur égard. La feuille anglaise prétend qu'un pronunciamiento militaire établissant la dictature militaire serait très bien vu par la population madrilène, mais qu'il est impossible, vu l'état de dissolution presque complète de l'armée espagnole. Le *Telegraph* prédit à l'Espagne une banqueroute nationale et conclut en disant: «à notre avis les immortels principes proclamés par M. Castelar et consorts n'aboutiront qu'à désorganiser et à ruiner le pays.» Le bruit de l'abdication de Don Carlos en faveur de son fils est démenti aujourd'hui par une de nos dépêches.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

AGENCE INTERNATIONALE.

Calcutta, vendredi 28 mars.

Un commissaire part de Peshawer pour Caboul, afin de notifier à Schir-Ali les dispositions du gouvernement par rapport à la frontière du Séistan.

Autre dépêche.

Londres, vendredi 28 mars, au soir.

Le comité carliste de Londres dément la nouvelle de l'abdication de Don Carlos.

Autre dépêche.

Versailles, vendredi 28 mars, au soir.

L'Assemblée Nationale a adopté le projet de loi fixant ses vacances du 6 avril au 19 mai.

M. Gavini demande à interroger le ministre de l'intérieur relativement à l'interdiction de la vente du journal bonapartiste la *Dépêche* à Marseille.

Autre dépêche.

Copenhague, vendredi 28 mars, au soir.

Dans la séance d'aujourd'hui du Folkething, il a été donné lecture d'un projet d'adresse de défiance contre le ministère, accusant que le développement intérieur serait le meilleur moyen de resserrer le lien national entre les Danois sépa-

rés et de faciliter les efforts du gouvernement pour donner une solution satisfaisante à la question du Schleswig, mais que le ministère a sous ce rapport d'autres vues que la majorité du Folkething et que par conséquent c'est le devoir de la Chambre de soumettre le fait à S. M. le roi.

Voir la suite des dépêches de la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

Allemagne.

M. de Varnbüler, ancien président du ministère wurtembergeois, qui vient d'être élu député au Parlement, s'est rallié à la « fraction de l'empire d'Allemagne ».

SAXE. — L'assemblée générale des imprimeurs de Leipzig a résolu à l'unanimité, le 26 mars, d'accepter le tarif normal élaboré par l'assemblée générale de Weimar, et de le mettre en vigueur à Leipzig le 31 mars avec 15 0/0 de bonification au profit des ouvriers.

WURTEMBERG. — Stuttgart, 26 mars, au soir. — Les rassemblements dans la Hirschstrasse ont continué toute la journée. A l'arrivée en ville des ouvriers mécaniciens des usines de Berg et de Cannstadt, vers 7 1/2 h. du soir, le tumulte a recommencé avec une nouvelle ardeur. La troupe a chargé la foule à l'arme blanche. Plusieurs arrestations ont été opérées. Un bataillon d'infanterie et deux escadrons d'uhlans sont arrivés en ville. L'ordre est momentanément un peu rétabli. Des patrouilles parcourent les rues où se trouvent les boutiques des marchands Israélites.

— Stuttgart, 27 mars. — Les excès se sont renouvelés cette nuit dans la Hirschstrasse. Les agents de police, le directeur de la ville et le gouverneur ont été accueillis par un grêle de pierres. L'ordre a été rétabli par la troupe sans conflit grave.

Autriche-Hongrie.

Les journaux autrichiens du 25 mars, que nous devions recevoir aujourd'hui, nous font défaut, à cause de la fête de l'Annonciation, célébrée à cette date.

— D'après une dépêche de Pesth, 26 mars, que publient les journaux de Berlin, les points principaux du projet de loi sur l'institution d'un banque d'escompte hongroise sont les suivants:

La banque d'escompte sera autorisée à émettre, jusqu'à concurrence de son capital de fondation, des bons au porteur de 50 fl. au moins, et convertibles par des traites, des valeurs, des espèces ou des lingots. Ces bons pourront être chargés contre de l'argent comptant à certaines caisses publiques désignées à cet effet. Tous les droits et privilèges à accorder à l'avantage aux institutions de crédit sont aussi garantis à la Banque d'escompte de Hongrie. L'état place à intérêts à la Banque d'escompte des excédents éventuels, qui devront être convertis intégralement par des fonds à déposer au trésor public.

Le projet de loi contient en outre diverses stipulations assurant à cette institution financière de grands avantages, en vue de procès dans lesquels elle pourrait être engagée.

— Le *Faust* de Goethe vient d'être traduit pour la première fois en langue hongroise par M. Louis Doczy, — avec un succès complet, disent les feuilles de Pesth.

France.

La commission chargée d'étudier le projet de loi sur la réorganisation de l'armée présentée par le gouvernement a l'intention, — dit *Paris Journal*, — de lui opposer un contre-projet, dont voici le texte:

TITRE PREMIER. — Division du territoire, — composition des corps d'armée.

Pour l'organisation de l'armée active, de la réserve de l'armée active, de l'armée territoriale et de sa réserve, le territoire de la France est divisé en quatorze régions et en subdivisions de régions, lesquelles sont déterminées par décret.

A chaque région correspond un corps d'armée qui y tient garnison d'une manière permanente.

Chaque région possède des magasins généraux au complet.

Chaque subdivision, un dépôt permanent comprenant un magasin et un cadre de bataillon d'instruction.

Dans chaque subdivision de région, il y a un bureau de recrutement où est tenu le registre matricule pour les hommes appartenant à l'armée active et à sa réserve. Ce bureau tient, en outre, les registres des contrôles de l'armée territoriale pour les hommes domiciliés dans la subdivision.

Il tient également un registre spécial, sur lequel sont immatriculés les chevaux, mulets et voitures dont le recensement est fait annuellement.

Chacun des corps d'armée des quatorze régions, plus un corps d'armée spécial pour l'Algérie, comprend deux divisions.

Chacun des quatorze corps d'armée détache, suivant un tour de service déterminé, une de ses brigades d'infanterie. Les quatorze brigades ainsi détachées servent à constituer trois corps d'armée, dont deux sont affectés à la garnison de Paris et un à la garnison de Lyon.

Il est, en outre, constitué quatre divisions de cavalerie à quatre régiments, et six régiments d'artillerie formant la réserve des armées. Ces troupes sont sous les ordres du général commandant le corps d'armée de la région dans laquelle elles tiennent garnison.

Les corps de troupes de toutes armes sont organisés d'une manière permanente en brigades et divisions.

L'armée active se recrute sur l'ensemble du territoire de la France.

En cas de mobilisation, les effectifs des divers corps de troupes de chaque armée sont complétés avec les militaires de la disponibilité et de la réserve domiciliés dans la région.

Les divers emplois dont la mobilisation de l'armée rend la création nécessaire ont en tous temps leurs titulaires désignés d'avance.

TITRE II. — Commandement et administration.

Le titre 2 traite du commandement et des états-majors des armées active et territoriale, ainsi que de l'Intendance.

TITRE III. — Incorporation. — Mobilisation.

Le titre 3 indique les mesures relatives à l'incorporation et à la mobilisation; il prescrit les mesures tendant à rendre la mobilisation excessivement rapide, et ne présente d'intérêt que pour les personnes absolument compétentes.

TITRE IV. — Armée territoriale.

L'armée territoriale a, en tout temps, ses cadres entièrement constitués.

Ne sont solides que les militaires nécessaires à l'administration et à la tenue des contrôles. L'armée territoriale est exclusivement formée de hommes domiciliés dans la région.

La réserve de l'armée territoriale n'est appelée à l'activité qu'en cas d'insuffisance des ressources fournies par l'armée territoriale. L'appel se fait par classe et en commençant par la moins ancienne.

Les cadres de l'armée sont recrutés pour les officiers: parmi les officiers démissionnaires ou retraités, parmi les engagés qui ont obtenu des brevets d'officiers auxiliaires, et parmi les anciens sous-officiers de la réserve qui auront passé un examen déterminé.

Pour les sous-officiers: parmi les anciens sous-officiers de la réserve et les engagés d'un an munis d'un brevet de sous-officier, et parmi les anciens caporaux, brigadiers et soldats présentant les conditions d'aptitude nécessaires.

Les nominations des officiers sont faites par le président de la république, sur la proposition du ministre de la guerre.

Les sous-officiers sont nommés par le général commandant le corps d'armée de la région.

L'avancement sera réglé par une loi spéciale.

Les divers corps de l'armée territoriale se forment: par subdivision de région pour l'infanterie, sur l'ensemble de la région pour les autres armes.

Tous les six mois, il est dressé par le service central du corps d'armée un état de situation de l'armée territoriale de la région.

Les corps de l'armée territoriale sont affectés à la défense des fortresses, mais ils peuvent être détachés pour faire partie de l'armée active.

Les troupes de l'armée territoriale, lorsqu'elles sont mobilisées, sont assimilées pour la solde et les prestations de toute nature aux troupes de l'armée active.

TITRE V. — Dispositions particulières.

Le titre 5 traite de l'état des officiers de l'armée territoriale; des brevets d'officiers, des pensions de retraite, de la médaille militaire, de la croix de la Légion d'honneur et des pensions pour infirmités et blessures.

Il déclare, en outre, que les officiers de la garde nationale mobile et des gardes nationales mobilisées, remplissant les conditions qui seront déterminées par un règlement du ministre de la guerre, pourront être admis transitoirement dans les cadres de l'armée territoriale.

L'affaire de l'école de Saint-Cyr inspire au *Temps* l'article suivant:

Ce que nous avons raconté hier sur l'école de Saint-Cyr, d'après un journal du matin, nous semble mériter qu'on y revienne. Si nous en croyons nos propres informations, le récit de l'événement, que nous avons résumé, se trouvait, à très peu de chose près, exact. Une seule rectification essentielle porterait sur l'origine de l'affaire. Toujours selon les mêmes renseignements, M. Couturier, le sergent de sonde année mis en cause, n'a fait contre personne aucun rapport de nature extra-réglementaire; on n'articule à son sujet que le reproche de se montrer assez rigoureux dans le service; ce qui, prouve au moins qu'il ne prend pas d'écarts, ceux dont on ne paraît pas avoir l'habitude à Saint-Cyr. Appelé dernièrement devant un conseil d'enquête où comparaitrait son élève de première année, il témoigna sur son compte comme il crut devoir le faire, et avertit ainsi contre lui des jeunes gens beaucoup plus imbus des pratiques du collège d'où ils sortent que préparés à l'épaulement qu'ils prétendent obtenir. Quoi qu'il en soit d'ailleurs, et à supposer que la conduite de M. Couturier eût été tout ce qu'il y a de plus répréhensible, celle qu'on a fini par tenir à son égard n'en est pas moins sans atténuation ni excuse, au point de vue de la dignité la plus vulgaire comme à celui de la discipline. On pouvait se plaindre de lui par les voies hiérarchiques si on le jugeait à propos et, au besoin, lui infliger le *non me tangere* de la quarantaine; chacun est libre, dans toutes les situations de la vie, d'accorder à qui bon lui semble la faveur de ses relations. Mais on sait comment prévalut le procédé d'une provocation des plus condamnables et d'un traitement indigne. Les détails que nous en avons recueillis dépassent ce qu'on peut imaginer, et le mot de lâcheté, par lequel le commandant de l'école a qualifié ce scandale, est, en effet, le seul qui convienne à la conduite de ses auteurs.

Malheureusement l'autorité militaire, qui dirige cet établissement comme le premier venu des pensionnats, ne s'est pas réveillée en cette circonstance, et a cru s'être montrée très-énergique pour avoir mis à la porte l'élève provocateur et en avoir envoyé dix autres encore plus coupables faire un mois de prison à la rue du Cherche-Midi. Chose curieuse surtout, pour ne pas dire lamentable, cette conclusion résulte d'un arrangement passé entre le général et les élèves; comme on l'a vu hier, on a laissé sans compromis le choix de se nommer ou d'enquérir l'exclusion; ils ont mieux aimé une simple punition, c'est tout naturel, et ont tiré au sort au nez du général. Le ministre de la guerre avait en avant le sentiment des choses, il faut l'avouer; sa dépêche au commandant de l'école lui donnait carte blanche pour congédier autant de sujets qu'il jugerait à propos. Mais que doit penser de cette comédie en famille le vieux maréchal Baragney d'Hilliers, qui, au lendemain d'un charivari du même genre, faisait descendre quarante saint-cyriens dans la cour, sans armes et sac au dos, et, séance tenante, les expédiait comme soldats à leurs régiments?

Un fait comme celui-ci n'est d'ailleurs qu'un accident propre à attirer une fois par hasard l'attention du public; mais tout le reste y ressemble, et ce n'est un mystère pour personne dans l'armée que notre première école militaire est régie d'après des errements pyrolytiques. Ce qui vient de s'y passer, cette provocation insolite à un gradé, et la scène, digne d'une troupe de mauvais polissons, qui la suivit, tout cela s'accorde avec certains détails puerils du régime intérieur de l'établissement, et fait qu'on se demande si ce sont les mêmes individus qu'on va, dans quelques mois, présenter aux troupes comme officiers. Sans aucun doute, le premier essai des volontaires d'un an aura donné de meilleurs résultats, et l'on s'apercevra peut-être un jour que c'est un régime médiocre, qu'un militaire apprend véritablement son métier. Toutefois on aurait pu s'en apercevoir plus tôt. Mais il semble que les leçons des événements n'aient parlé qu'à des sourds; la bonne volonté, qui est vraiment grande et méritoire dans les rangs inférieurs et moyens de l'armée, ne rencontre en haut que routine et parti pris. On fait une visite de deux heures à Saint-Cyr; on y voit de jeunes fantassins exécuter une vieille manœuvre, et des apprentis cavaliers piquer des deux sur des courbiers plus ou moins indotés, et l'on tombe dans l'enchantelement et l'admiration; quant à s'enquérir si l'on incline à cette jeune quelques notions sévères sur l'avenir, si l'on inspire le sentiment du devoir et de la confraternité militaire, au lieu des idées fausses qu'elle apporte des divers milieux dont elle sort, c'est ce dont il est le moins question. En un mot, les coutumes de la fin de l'empire, la légèreté, l'affectation et l'enfantillage réunies, continuent de régner à l'école, et l'aveuglement, l'insouciance ou l'incapacité chez ceux qui la dirigent. Tant que nos institutions militaires porteront le cachet de cette mollesse mêlée d'une ridicule complaisance envers nous-mêmes, il faut rayé de nos papiers d'avoir

une armée comparable à celle de l'Allemagne.

Les élèves de Saint-Cyr ont répondu le 25 à l'ultimatum du général Henrici, commandant l'école. Ils ont fait leur commission, préférant à l'expulsion de quatre d'entre eux l'emprisonnement de dix élèves pendant un mois.

Les dix élèves qui se sont déclarés coupables ont été conduits immédiatement à la prison du Cherche-Midi.

Tout est maintenant rentré dans l'ordre à l'école.

Le blessé est à peu près hors de danger et son nom serait, au dire du *Figaro*, non pas Desprez, mais Doussant.

— Les négociations relatives à la révision du traité de commerce entre l'Italie et la France sont assez avancées pour que les propositions de M. Ozenne aient déjà été examinées à Rome par le conseil des ministres.

(Correspondance universelle.)

— L'Union de Stéf (Algérie), annonce que le général Deplanques vient d'être condamné par le tribunal de Stéf à 200 francs de dommages-intérêts et aux frais du procès, pour s'être laissé aller à des voies de fait sur la personne d'un colon venu pour présenter une réclamation.

— Un attroupement considérable s'était formé dans la soirée du 24 mars devant la maison portant le n° 41, rue Sedaine, quartier de la Roquette. Des agents de police, dirigés par M. le commissaire Mahieu, cernaient la maison. Des arrestations nombreuses, disaient-ils, venaient d'être opérées, et les commentateurs les plus invraisemblables circulaient.

Voici ce qui s'était passé: Dans cette maison, habitée par un sieur C..., ancien entrepreneur, se réunissaient depuis quelque temps, à des jours fixes, un certain nombre de personnes, sous prétexte de passer la soirée à prendre du thé, à jouer, à faire de la musique.

La police avait été informée que ces réunions, prétendues amicales, cachaient les rendez-vous d'une association politique clandestine, ayant pour but d'organiser une propagande internationale.

Vers dix heures du soir, en vertu d'un mandat délivré par un juge d'instruction, le commissaire de police Mahieu s'est présenté au n° 41, rue Sedaine, pour constater le flagrant délit d'association politique clandestine et de société secrète.

Une douzaine de personnes étaient réunies dans le domicile du sieur C... Il y avait, parmi elles, deux Espagnols délégués, d'après leurs déclarations, par M. Figueras, président du conseil à Madrid.

Malgré leurs protestations, tous les individus présents ont été arrêtés et conduits directement à Mazas.

Le sieur C..., qui avait réussi à s'échapper en voyant arriver les agents, et qui s'était réfugié dans sa cave, a été arrêté le lendemain.

On a arrêté également M. Gromier, le gendre du sieur Brunereau, le farouche fourreur qui a joué un rôle marqué sous la Commune.

On assure que des papiers importants ont été saisis, et que, sur les indications qu'on y a trouv

MAISONS RECOMMANDÉES.

G. M. HUTTON & Co
VERITABLES MACHINES A COUDRE AMERICAINES
de **WHEELER & WILSON**
Petite Morskaia, n° 14.

Veritables Cigares de la HAVANE
J. SPORHASE
Rue Michel, n° 2, vis-à-vis de l'hôtel Klée.

FABRIQUE D'OBJETS ET DE BIJOUTERIE
EN MALACHITE ET EN LAPIS LAZULI
J. SPORHASE
Rue Michel, n° 2, vis-à-vis de l'hôtel Klée.

HAASENSTEIN & VOGLER
(OFFICE DE PUBLICITE)
HAMBURG. Neuerwall, 50.

SONNERIE A AIR.
Winterhalter & Co.
Canal Catherine, maison n° 12, log. n° 5.
Moscou, boul. Pétrovsky, n° 10, près l'Ermitage.

OFFICE DE PUBLICITE
RUD. MOSSE.
Grosse Friedrichsstrasse, n° 66, à Berlin.

MAURICE FLORAND
MARCHAND TAILLEUR
15, perspective Nevsky, au pont de Police.
Dernières nouveautés d'Angleterre et de France.

FABRIQUE D'ARTICLES EN BRONZE
ET EN MELCHIOR
Alex. Katsch.
Perspective Nevsky, 36, en face de la Douma.

LA MAISON DE BANQUE
de **Mawrikij Nelken**
à Varsovie et à St-Petersbourg

achète toute espèce de papiers et fonds, cotés aux Bourses de St-Petersbourg et de Varsovie, au cours du jour.

Aux mêmes conditions que les autres banques, la maison de banque Mawrikij Nelken, tant à St-Petersbourg qu'à Varsovie, accepte des dépôts et ouvre des comptes-courants aux personnes qui déposent au moins 100 r., payant 7 0/0 par an. La maison de banque fournit des avances contre nantissement de tous papiers cotés à la Bourse de St-Petersbourg. Le montant de l'avance est fixé à 5 0/0 et 10 0/0 au-dessous du cours de la Bourse.

MAWRIKIJ NELKEN.
Perspective Nevsky, n° 14, maison Maderni.

MACHINES A COUDRE AMERICAINES
système **CALLEBAUT**
ET AUTRES MACHINES DES MEILLEURS SYSTEMES
HOWE, WHEELER ET WILSON, SINGER ET AUTRES.
LÉON CASTILLON
COMMISSIONNAIRE DU MINISTRE DE LA GUERRE
le seul qui ait obtenu à l'Exposition de Moscou de 1872
Les aigles Impériales et deux grandes médailles d'or.
A St-Petersbourg, au coin de la Gr. Morskaia et de la persp. Nevsky,
m. Elissée, 15-16; à Moscou, pont des Marchaux, 11, m. Komarov.

CHARLES ORLOND
TAILLEUR
Perspective Nevsky, entre les deux Morskaia, maison Stroubinsky, n° 11, bel-étage.
Hautes Nouveautés de printemps pour habillements d'hommes
viennent d'arriver de Paris et de Londres.
Spécialité pour pantalons.

LIQUIDATION DÉFINITIVE
MAISON BASTIDE
22, Perspective Nevsky. 22, Perspective Nevsky.
DEMAIN LUNDI 19 MARS
premier jour de la mise en vente
AU RABAIS DES COSTUMES ET CONFECTIONS.
TOUS LES JOURS DE CETTE SEMAINE VENTE EXCLUSIVE DE CES ARTICLES.

Nous avons la douleur d'annoncer aux parents et amis la nouvelle du décès de notre époux et frère bien-aimé
XAVIER SANDMEIR,
mort le 17 mars, après une courte maladie. Le service funèbre aura lieu mardi 20 mars, à 10 h. du matin, à l'église cath. de Ste-Catherine. Il n'y aura pas d'invitations spéciales.
Pauline Sandmeir.
Philippe Sandmeir.
893

ON désire acheter un ou deux chevaux principalement de grande taille ou race suédoise même vieux, mais à très bas prix, un vieux landau ou calèche et un vieux piano. S'ad. par écrit au portier Povarskoi per., 7, en indiquant le dernier prix. 836

МОЛОДАЯ ОСОБА ухаживающая хорошо шить, желает получить место. В. О., 7-я линия, № 18 и 1, кв. 12. 829

UNE MAISON DE CAMPAGNE
spacieuse, complètement meublée (piano y compris), munie de tout le confort désirable, écurie, remise, etc., est à louer pour l'été à un prix très modique. S'ad. au comptoir F. W. Hermann, persp. Vosnessensky et Gr. Mestchansk, n° 56/19. 820

A CÉDER pour cause de départ, à très bon marché, un appartement et les meubles, cinq chambres et cuisine, conduit d'eau, escalier avec suite. Perspective Nevsky, maison n° 8, logement n° 8. 823

HAUTE NOUVEAUTÉ. A vendre une collection d'antiquités russes: montre Norton sonnant les quarts, pour 350 r., horloge de table avec musique à air, pour 350 r., vieux objets chinois, dentelles et broderies anciennes. S'ad. au régime Lzmalovskiy, maison n° 10 (du coin), log. n° 4. 822

ON DEMANDE
un petit garçon français de 12 à 15 ans, pour tenir compagnie à d'autres enfants. Liténala, maison Kravetski, log. n° 1. 808

ON DEMANDE une gouvernante anglaise pour enfants. S'adresser Grande rue des Ecuries, maison Bachmakov, log. n° 5, de midi à 2 h. 755

UNE GOUVERNANTE allemande (diplômée) russe et des sciences, cherche une place en ville. S'adresser au bureau des annonces du journal "Liténala", sous les init. E. W. 816

A VENDRE l'un avec capote, le tout très fort en très bon état et à bon marché. Gr. Sadovaya, en face du Gostinnoi Dvor, n° 13; s'ad. directement au magasin chimique, à côté de l'horloger. 855

CIRQUE HINNÉ
PLACE MICHEL
Aujourd'hui, dimanche 18 mars.
GRANDE REPRÉSENTATION
et pour la 1^{re} fois le clown George Gantley présentera son mulet dressé.
On commencera à 7 heures 1/2.
Prix des places comme à l'ordinaire.
Demain lundi 19 mars, grande représentation. Incassément début de l'Africaine Miss Sava, après son retour d'Espagne.
Le directeur **Ch. Hinné.**

AVIS.
Je viens d'établir à Clarens, près Montreux, sur le lac de Genève, un **ÉTABLISSEMENT HYGIÉNIQUE et d'ÉDUCATION** spécialement destiné aux jeunes gens dont l'état de santé exige un séjour dans un climat doux, à l'abri des vents froids et des brusques changements de température. Sous la direction d'un médecin expérimenté de la contrée, les élèves trouvent dans mon institution tous les soins qu'exige leur état, ainsi que les conditions générales qui peuvent contribuer à leur développement physique, tout soumis à un régime hygiénique, à des exercices de gymnastique médicale et au traitement général le plus propre à les fortifier. Ils reçoivent en même temps une instruction soignée dans les sciences, comme dans les langues anciennes et modernes.
Le programme de mon établissement répond au programme des écoles russes. Son double but est donc de recourir à la nature elle-même pour le développement du corps et de donner aux jeunes gens la possibilité de continuer, avec la permission du médecin, un cours d'instruction dont ils pourront profiter une fois rentrés en Russie. — On y parle, à tour de rôle, le français, l'allemand et le russe. — La maison est munie pour l'hiver de doubles croisées et de poêles russes.
Adresse: Clarens (Suisse).
Conseiller de cour. **A. Dolmatov,** maître de langues anciennes et ancien gouverneur de l'École imp. de St-Petersbourg. 731

CHARLES MASSON & Co
NETTOYAGE ET MISE A LA NOUVELLE FORME
DES CHAPEAUX DE CASTOR, PAILLE ET CRIN.
GRAND ASSORTIMENT DE CHAPEAUX NOUVEAUX
POUR DAMES, ENFANTS, ET JEUNES FILLES
ATELIER POUR ROBES ET MANTEAUX.
CHARLES MASSON & Co, canal Catherine, n° 16, maison Olkhine. 828

A CÉDER
pour cause de départ un grand magasin avec logement situé perspective Nevsky. S'adresser pour les renseignements Petite-Morskaia, n° 17, logement n° 15, de 3 à 6 heures de l'après-midi. 772

ОТДАЕТСЯ на лето по 1-е октября отличное меблированное дача с бронз. Царское Село, София, дача Голенинцевой, гдѣ автока. 803
Тут же продается карета и лошади.

A VENDRE à très bon marché des meubles d'un excellent travail pour 8 chambres, et autres objets nécessaires à l'arrangement d'un beau logement. Maximilianovskiy per., ancien Gloukhov, m. n° 18, log. 2, padieze de parade. 867

A VENDRE riche ameublement: salon, cabinet et chambre à coucher, bronzes, une belle collection d'armes anciennes. Perspective Anglaise, m. n° 19, log. 3. — On peut les visiter de midi à 4 heures. 757

A VENDRE un bien dans le gouvernement de Riazan, district de Sapozhkovskiy, 1,48 décatines, avec distillerie, moulin à eau, 927 décatines de forêts, bâtiments, maison d'habitation, etc. S'ad. au bureau d'annonces, pont de Kazan, 21/28, log. 16. 788

A VENDRE ET A LOUER
sans l'entre-prise de commissionnaires, 5 maisons de campagne, au Vieux-Peterhof, rue Znamenskaya, appartenant autrefois à feu le général Krjzjanovskiy. Pour connaître les conditions s'ad. Gr. Mestchanskaya, près de la Gostinovaia m. Pozdnyak, l. n° 8, tous les jours de 4 à 6 h. du soir. 754

A CÉDER DE SUITE
une maison de Modes et de Robes à très bonnes conditions, établie depuis trente ans, dans un des meilleurs quartiers de la ville, et rapportant de beaux bénéfices.
S'adresser petite Morskaia, n° 17, log. 15, de 3 à 6 heures de l'après-midi. 753

AGENCE COMMERCIALE GRATUITE.
Pour tous renseignements entre la Russie et la Belgique. — **Charles STOOFS,** boulevard de Waterloo, 83, à Bruxelles. 296

GUANO DU PÉROU.
Le Guano péruvien se vend à présent aux prix modérés suivants:
Le Guano, directement importé du Pérou:
à 1 r. 98 c. le poud en quantité de 50 à 1,800 pouds;
à 1 r. 82 c. le poud en quantité de 1,800 pouds et au-delà.
Le Superphosphate de guano du Pérou
en poudre très fine et tout de suite employable avec garantie d'une contenance de: 9 à 10 0/0 d'azote préservé contre la volatilisation et d'environ 10 0/0 d'acide phosphorique soluble:
à 2 r. 25 c. le poud brut en quantité de 50 à 900 pouds;
à 2 r. 30 c. le poud brut en quantité de 900 à 1,800 pouds;
à 2 r. 14 c. le poud brut en quantité de 1,800 pouds et au-delà, les sacs y compris payables comptant sans aucune déduction pour tare ou bon poids.
S'adresser pour renseignements plus complets au bureau de **MM. Weyken et Co** St-Petersbourg 1873. Quai Anglais, n° 36

RESTAURANT BORREL
Grande-Morskaia, n° 18, au coin du Kirpitchnoi pérouloek.
Diner du dimanche 18 mars à 1 r. 50 c.
de 3 à 7 heures.
MENU.
Potage crème d'Asperges (Petits Pâtés).
Filet braisé au Madère.
Sterlets à l'Américaine.
Moules à la crème.
Cailles rôties (Salade).
Punch glacé au Kirsch.
Café. 831

DINERS ET SOUPERS A LA CARTE A TOUTE HEURE.
GRANDS ET PETITS DINERS DE COMMANDE.
Salons pour 200 personnes et cabinets richement décorés, pour grands dîners, soirées, bals et réunions de société.

DIRECTION
DE LA
SOCIÉTÉ RUSSE DE CONSTRUCTION.
La direction de la Société russe de construction a l'honneur de porter à la connaissance de MM. les actionnaires que la réception des actions présentées pour obtenir le droit d'assister à l'assemblée générale, fixée au 31 mars courant, s'effectuera au local de la direction, Quai Anglais, n° 28, du 17 au 26 mars courant inclusivement, de midi à 3 heures de relevée.
En vertu du § 48 des statuts, des exemplaires imprimés du compte-rendu et du bilan relatifs aux opérations de la Société depuis le 7 août jusqu'au 31 décembre 1872 seront distribués à MM. les actionnaires qui auront exprimé le désir de les recevoir, et en même temps la comptabilité de la direction, ainsi que tous les documents y ayant trait, seront ouverts à l'inspection de MM. les actionnaires. 795

Reçu tout nouvellement des premières maisons de Paris et de Londres
UN GRAND ET RICHE ASSORTIMENT
D'ÉTOFFES
pour **PALETOTS** et **JAQUETTES, PANTALONS** et **GILETS**
des dessins les plus nouveaux et les plus variés, au magasin de Paris de
H. GRIMPÉ
perspective Nevsky, au coin de la Petite Morskaia, maison Stroubinsky, n° 11 817

PARASOLS
en grand choix et du dernier goût, en soie depuis 1 r. 75 c.; en laine et autres étoffes depuis 1 r. 25 c. En-tout-cas en soie depuis 2 r.; en laine depuis 1 r. 50 c.
PARAPLUIES
en soie depuis 3 r. 75 c.; en laine depuis 1 r. 75 c.
On se charge aussi des commandes et des réparations, qui sont exécutées dans le plus bref délai, au magasin du fabricant de parapluies
ALEXANDRE
Perspective Nevsky, n° 11, entre la Petite et la Grande Morskaia. 832

VILLE D'UTRECHT
(Pays-Bas)
VENTE DE LA SPLENDIDE GALERIE DE TABLEAUX MODERNES
laissée par feu M. W. H. de Heus de Negenrode, chevalier de l'Ordre du Lion néerlandais, etc. Le 24 avril 1873, à l'Hôtel des Sciences et Beaux-Arts, où la collection sera visible, trois jours avant la vente, pour les personnes munies de cartes d'entrée signées par la direction.
Cette précieuse collection, d'environ une centaine de tableaux, contient bon nombre de chefs-d'œuvre de la plus haute distinction, comme A. Achenbach (laron), Béranger, Bles, de Block, Rosa Bonheur, Calame, van Dael, Decamps, Gallait, Guillemin, van Hove, Jacques, Kobell, R. C. et H. Keekkoek, Koller, Ommeganck, Robert Fleury, Robie, Roqueslain, Rousseau, Saint-Jean, A. Scheffer, Schelfhout, van Schendel, Springer, Troyon, Verbeekhoven, Horace Vernet, Willems, Ziem et tant d'autres artistes de premier rang et d'une réputation si justement méritée.
Le catalogue paraîtra dans le courant du mois de mars.
La vente se fera par le ministère de MM. les notaires Duyffjes et van Goudoever, à Utrecht et sous la direction de:
C. F. Roos & C. F. Roos jr., Rokin, 412 (Amsterdam).
W. J. M. Engelberts, musée dit "Trippenhuis" (Amsterdam).
D. A. Lamme, musée Boymans (Rotterdam).
J. C. van Pappelendam, musée van der Hoop (Amsterdam).
G. J. Schouten (Expert), Prinsengracht, 60 511 (Amsterdam).
Pour les demandes du catalogue illustré (prix 5 florins) on est prié de s'adresser par lettres affranchies à M. J. C. van Pappelendam, musée van der Hoop, à Amsterdam. R. M. 643

PAPIERS PEINTS
POUR LA SAISON PROCHAINE
Nouveaux dessins des meilleures fabriques de la Russie et de l'étranger, en grand choix depuis 15 c.
le rouleau et au-dessus, au magasin de
CHARLES BERGEMANN (au Distingué).
perspective Nevsky, n° 21, vis-à-vis la Grande rue des Ecuries. 708

SALLE DE L'ASSEMBLÉE DES NEGOCIANTS
(pont de Kazan, maison Olkhine)
Mardi 20 mars, à 8 heures du soir
CONCERT
donné par **M^{re} N. de DOBJANSKY**, avec le concours de **M^{re} MINK VITZ**, **M. KORROW** et l'orchestre de l'Opéra-Russe dirigé par **M. Pomaszansky**.
Les pianos sortent de la fabrique de **M. Schröder**.
Les billets à 5, 3, 2 et 1 r. se vendent aux magasins de musique Bernard et Bittner. 807

THÉÂTRE MARIE
Dimanche 18 mars.
GRANDE SOIRÉE FANTASTIQUE EXTRAORDINAIRE
donnée par le fameux magicien professeur **BECKER**, avec le concours de la troupe des dames gymnastes nouvellement engagée à Paris, et
Représentation optico-physique
de **M. CROSSO**.
La représentation se compose de quatre parties, voir les détails dans les affiches.
On commencera à 8 heures.
Le prix des places est comme aux représentations de l'Opéra-Russe.
On peut se procurer d'avance des billets à la caisse du théâtre. 840
Lundi, 19 mars, représentation donnée par le professeur Becker, au théâtre Michel, d'après un nouveau programme.

COMPTE-RENDU
DE
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
des actionnaires de la banque de commerce privée
DE
VILNA
qui a eu lieu le 12 mars 1873.

L'assemblée, dès son ouverture, s'est adressée à M. le comte A. C. Plater pour le prier de se charger de la présidence et ce dernier y a consenti. Après avoir transmis ces affaires aux actionnaires et leur avoir expliqué brièvement la conduite suivie pour la fondation de la Banque, on a procédé à la vérification des actions déposées et il s'est trouvé que **toutes les 6,000 actions** étaient présentes et réparties entre 58 voix.

Puis on a procédé, conformément au § 60 des statuts, au ballottage pour l'élection des membres du conseil de la Banque. Ont été élus les personnes dont les noms suivent:

MM. Le comte A. S. Plater. A. Moes.
L. M. Rosenthal. A. Mouchine.
B. A. Gorbatchevski. B. Volkovskiy.
T. P. Pétrou. A. B. Lebensohn.
J. K. Semewald.

Après la formation du conseil, celui-ci a proposé, conformément au § 29 des statuts, comme membres de l'administration les personnes dont les noms suivent et qui ont été élus:

MM. le comte N. N. Zoubow. V. J. Giuliani.
J. J. Lioubianski. K. J. Mikhaïlovskiy.
V. K. Goldmann. K. V. Vassiliev.

Puis MM. les fondateurs ont communiqué à l'assemblée, qu'à leur avis il serait utile de fonder dans un avenir prochain des succursales de la Banque dans les villes de Kovno, Minsk, Pskov et Dunabourg. En conséquence de quoi l'assemblée générale a résolu d'autoriser l'administration à fonder des succursales de la Banque dans les villes précitées, sur l'assentiment du conseil et après que le ministre des finances ait donné son autorisation, sans attendre la prochaine assemblée générale annuelle et sans convoquer une assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Enfin les fondateurs ont déclaré qu'en vue d'éviter de grandes dépenses pour les frais de fondation, ils en ont pris une partie sur leur compte. 842
Le texte du compte-rendu a été signé par tous les actionnaires présents.